



**University of  
Zurich**<sup>UZH</sup>

**Zurich Open Repository and  
Archive**

University of Zurich  
University Library  
Strickhofstrasse 39  
CH-8057 Zurich  
[www.zora.uzh.ch](http://www.zora.uzh.ch)

---

Year: 2019

---

## **Modern conflict, emergencies and cultural heritage: exploring the relevance of cultural rights**

Larsen, Peter Bille

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-200532>

Conference or Workshop Item

Published Version



The following work is licensed under a Creative Commons: Attribution-ShareAlike 4.0 International (CC BY-SA 4.0) License.

Originally published at:

Larsen, Peter Bille (2019). Modern conflict, emergencies and cultural heritage: exploring the relevance of cultural rights. In: International Conference on the 20th anniversary of the 1999 Second Protocol of the 1954 Hague Convention, Geneva, 25 April 2019 - 26 April 2019, UNESCO.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation



Conférence internationale sur le 20e anniversaire  
du Deuxième Protocole 1999 à la Convention de La Haye de 1954

# PROTECTION DES BIENS CULTURELS

---

**ACTES DE LA CONFÉRENCE**

Publié en 2020 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) - Division Nations Unies et organisations internationales, Bundesgasse 28, 3003 Berne, Suisse

© UNESCO / Federal Department of Foreign Affairs - United Nations and International Organisations Division, 2020



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO ([www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr](http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr)).

Titre original : *Protecting Cultural Property - International Conference on the 20th anniversary of the 1999 Second Protocol of 1954 Hague Convention*.

Publié en 2020 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) - Division Nations Unies et organisations internationales.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Cette Publication a été développée sous la supervision de Lazare Eloundou Assomo, Directeur de l'Entité « Culture et Urgences » de l'UNESCO. L'équipe éditoriale a été constituée de Tural Mustafayev, Shinuna Karume-Robert, Maryam Kadia Sow, Nadia Carde, Ala'a Otain et Zakariae Chraïbi.

Photo de couverture : © MINUSMA/Marco Dormino

Photos de la publication : © UNESCO/ Les Studios Casagrande Sarl

Graphisme de la couverture et création graphique : UNESCO

Traduction et édition : RixTrans Ltd

Mise en page : UNESCO

## PETER BILLE LARSEN



*Dr Peter Bille Larsen est un anthropologue danois qui travaille sur la conservation et la justice sociale aux niveaux local et mondial. Après des premières expériences à Oxford, Genève et Lucerne, il est actuellement Maître de conférences à l'Université de Genève. Il a travaillé avec l'UNESCO, les organes consultatifs de la Convention du patrimoine mondial et des partenaires universitaires pour renforcer l'analyse et les discussions politiques sur les droits de l'homme et le patrimoine. Parmi ses ouvrages récents figurent "Post-frontier resource governance" (Palgrave, 2015), "The Anthropology of Conservation NGOs" (Palgrave, 2018), "World Heritage and Human Rights" (Routledge, 2018) et "World Heritage and Sustainable Development" (Routledge, 2018)*

### Conflits modernes, urgences et patrimoine culturel : explorer la pertinence des droits culturels

Par PETER BILLE LARSEN

*Maître de conférences, Université de Genève, Suisse*

Les questions d'identité culturelle, de patrimoine culturel et de pratiques culturelles se trouvent souvent au cœur des conflits et des situations d'urgence contemporains. En reconnaissant cela, nous soulevons des questions telles que i) comment les menaces pesant sur le patrimoine culturel et les biens culturels peuvent s'intensifier ou évoluer durant un conflit armé, ii) comment préserver les biens culturels sur le court-terme en optimisant les actions qui peuvent être menées dans un contexte d'urgence complexe, mais aussi iii) comment créer des ponts entre la protection du patrimoine et des biens culturels, et la nature centrale des politiques identitaires et du patrimoine du point de vue de la cohésion sociale, du maintien de la paix et des droits culturels. C'est essentiellement cette dernière question que je souhaiterais traiter ici.

En ma qualité de chercheur, je suis également personnellement engagé dans une initiative conjointe de l'UNESCO et du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) visant à comprendre les défis rencontrés par les acteurs humanitaires, de la sécurité et du maintien de la paix dans le traitement de la culture et des droits culturels, qui a débouché sur un outil commun de renforcement des capacités.

Hier, nous avons en effet entendu de la part du Comité de la Croix Rouge une vibrante déclaration au sujet des défis posés par le respect du droit international humanitaire en cas de conflits. Par ailleurs, nous avons également assisté au discours percutant de la Rapporteuse Spéciale Karima Bennouna prônant une approche du patrimoine liée aux droits de l'homme. « En attaquant les biens culturels, ce sont les populations et leurs droits qui sont attaqués ». Elle a souligné l'importance que revêt l'augmentation du nombre de pays ratifiant la Convention de La Haye de 1954 qui permettrait d'amener, par une approche pragmatique,

## PETER BILLE LARSEN



*Dr Peter Bille Larsen est un anthropologue danois qui travaille sur la conservation et la justice sociale aux niveaux local et mondial. Après des premières expériences à Oxford, Genève et Lucerne, il est actuellement Maître de conférences à l'Université de Genève. Il a travaillé avec l'UNESCO, les organes consultatifs de la Convention du patrimoine mondial et des partenaires universitaires pour renforcer l'analyse et les discussions politiques sur les droits de l'homme et le patrimoine. Parmi ses ouvrages récents figurent "Post-frontier resource governance" (Palgrave, 2015), "The Anthropology of Conservation NGOs" (Palgrave, 2018), "World Heritage and Human Rights" (Routledge, 2018) et "World Heritage and Sustainable Development" (Routledge, 2018)*

### Conflits modernes, urgences et patrimoine culturel : explorer la pertinence des droits culturels

Par PETER BILLE LARSEN

*Maître de conférences, Université de Genève, Suisse*

Les questions d'identité culturelle, de patrimoine culturel et de pratiques culturelles se trouvent souvent au cœur des conflits et des situations d'urgence contemporains. En reconnaissant cela, nous soulevons des questions telles que i) comment les menaces pesant sur le patrimoine culturel et les biens culturels peuvent s'intensifier ou évoluer durant un conflit armé, ii) comment préserver les biens culturels sur le court-terme en optimisant les actions qui peuvent être menées dans un contexte d'urgence complexe, mais aussi iii) comment créer des ponts entre la protection du patrimoine et des biens culturels, et la nature centrale des politiques identitaires et du patrimoine du point de vue de la cohésion sociale, du maintien de la paix et des droits culturels. C'est essentiellement cette dernière question que je souhaiterais traiter ici.

En ma qualité de chercheur, je suis également personnellement engagé dans une initiative conjointe de l'UNESCO et du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) visant à comprendre les défis rencontrés par les acteurs humanitaires, de la sécurité et du maintien de la paix dans le traitement de la culture et des droits culturels, qui a débouché sur un outil commun de renforcement des capacités.

Hier, nous avons en effet entendu de la part du Comité de la Croix Rouge une vibrante déclaration au sujet des défis posés par le respect du droit international humanitaire en cas de conflits. Par ailleurs, nous avons également assisté au discours percutant de la Rapporteuse Spéciale Karima Bennouna prônant une approche du patrimoine liée aux droits de l'homme. « En attaquant les biens culturels, ce sont les populations et leurs droits qui sont attaqués ». Elle a souligné l'importance que revêt l'augmentation du nombre de pays ratifiant la Convention de La Haye de 1954 qui permettrait d'amener, par une approche pragmatique,

davantage d'acteurs à respecter les règles, et a suggéré d'adopter une proposition visant à obtenir dans un avenir proche davantage de ratifications.

Cela soulève toutefois d'autres questions, telles que : La Convention et ses instruments peuvent-ils constituer un outil efficace face aux défis rencontrés aujourd'hui ? Des approches supplémentaires et complémentaires peuvent-elles s'avérer pertinentes ?

Pour revenir encore sur les échanges d'hier, nous avons pu entendre pourtant des arguments solides contre l'élaboration d'un troisième protocole. Peut-être cela traduit-il un certain scepticisme quant à la capacité à se conformer à des normes plus exigeantes et plus nombreuses au vu des difficultés que rencontre déjà la communauté internationale pour respecter le droit international humanitaire. Nous devons sauver ce qui peut être sauvé d'un point de vue réaliste. Davantage de normes amènerait-il les parties à abandonner complètement le droit coutumier ?

Et pourtant, observons bien. À certains égards, les défis qui se posent aujourd'hui en matière de destruction des biens culturels, d'extrémisme ou des politiques identitaires ne sont-ils pas différents de ceux qui ont abouti à l'adoption de la Convention de La Haye en 1954 ? Si l'on observe les récentes tragédies survenues au Sri Lanka ou en Iraq, il n'est pas question uniquement d'attaques visant des biens, mais plutôt de tensions bien plus ancrées, d'instrumentalisation de l'identité, de politique extrémiste et de déni des droits individuels et collectifs. Les biens culturels sont au cœur du problème, mais les enjeux sont bien plus importants.

Tout d'abord, si nous considérons la destruction des biens culturels comme la partie émergée de l'iceberg d'un problème plus large et complexe, qu'en est-il des dynamiques politiques et culturelles sous-jacentes, et comment une approche fondée sur les droits de l'homme peut-elle correspondre à une approche élargie de la protection du patrimoine culturel ? Si l'on reconnaît que le patrimoine culturel se trouve régulièrement impliqué dans des conflits complexes et anciens, dans quelle mesure notre analyse des conflits est-elle équipée pour décrypter ces dynamiques, d'une part, et pour élaborer des réponses adaptées à la culture, d'autre part ? La culture, qui est un élément particulièrement crucial des conflits actuels, comme en témoigne le simple concept de politique identitaire, devrait être au cœur de toutes les analyses de conflits et stratégies de paix. Toutefois, qu'est-ce que cela signifie en pratique ?

En s'appuyant sur deux entretiens menés avec des professionnels de ce domaine, cette présentation entend explorer les implications d'une réponse d'urgence, en traitant notamment la pertinence d'un cadre fondé sur les droits culturels.

À l'été 2015, le Professeur Khaled Al-Asaad, Directeur des Antiquités à Palmyre, en Syrie pendant plus de quatre décennies, fut brutalement décapité par Daech<sup>18</sup>, après avoir vraisemblablement refusé d'indiquer l'emplacement de certains artefacts cachés<sup>19</sup>. Cette violence nous rappelle que le patrimoine n'est pas uniquement une profession, une question des coutumes et des signes culturels d'un lointain passé, mais bien des symboles, des pratiques, des moyens de communication et des cibles dans le présent. Nous pouvons également penser aux personnes qui perdent la vie et aux communautés et populations qui

<sup>18</sup> [The martyr of Palmyra: Khaled Al Asaad](#)

<sup>19</sup> [Beheaded Syrian scholar refused to lead Isis to hidden Palmyra antiquities](#), The Guardian, 18 Aug. 2015



s'éteignent en raison des personnes avec lesquelles elles étaient liées par le passé et de la nature de ce lien, ou encore de la façon dont elles sont liées à des lieux distincts. Si d'un côté cela peut s'apparenter à une symbolique politique dénuée de sens, de l'autre, cela nous rappelle le caractère central des questions identitaires dans la justification et la conduite de la guerre, mais également de manière plus profonde les efforts nécessaires au maintien de la paix qui permettraient potentiellement d'éviter ou plutôt de prévenir le recours à l'action humanitaire en premier lieu.

Pour commencer, la protection des biens culturels est au cœur de la Stratégie de renforcement de l'action de l'UNESCO de 2015 pour la protection de la culture et la promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé. La Stratégie adopte une approche plus large fondée sur deux dimensions. D'une part, il s'agit de renforcer la capacité des États membres à prévenir, atténuer et surmonter la perte de patrimoine culturel et de diversité qui résulte de conflits. D'autre part, il s'agit d'intégrer la protection de la culture dans l'action humanitaire, les stratégies de sécurité et les processus de maintien de la paix<sup>20</sup>. La Stratégie affirme clairement que :

« les atteintes à la culture sont caractérisées par le ciblage délibéré d'individus et de groupes sur la base de leur appartenance culturelle, ethnique ou religieuse. Conjuguées à la destruction intentionnelle et systématique du patrimoine culturel, au déni de l'identité culturelle, notamment des livres et des manuscrits, des pratiques traditionnelles, ainsi que des lieux de culte, de mémoire et d'apprentissage, ces attaques ont été assimilées à un « nettoyage culturel » ». (UNESCO, 2015).

La stratégie précise également que :

« Les actes de ce type, tels que ceux récemment perpétrés par l'EIL/Daech en Iraq et en Syrie ainsi que par des groupes associés dans d'autres pays, servent à imposer une vision sectaire du monde et des sociétés, à effacer la diversité et le pluralisme culturels et à nier les droits culturels et les libertés fondamentales. »

En d'autres termes, c'est une tentative assumée d'établir un lien non seulement en présentant la destruction des biens culturels comme une question de droits, mais également en évoquant la confrontation sous-jacente de visions du monde, les attaques à la diversité culturelle et le déni de droits culturels. Comment répondre essentiellement à ces violations de droits et les traiter d'une façon qui faciliterait la mise en œuvre de la Stratégie ? Nous proposons ici d'étudier l'attention croissante portée aux biens culturels comme une opportunité de promouvoir une approche plus exhaustive de la culture, du pluralisme culturel et une approche fondée sur les droits en matière de culture et de patrimoine.

2019 marque non seulement le 65e anniversaire de la Convention de La Haye de 1954 et le 20e anniversaire du Deuxième Protocole de 1999, mais c'est également le 25e anniversaire du Génocide au Rwanda<sup>21</sup>, tandis que nous achevons tout juste de célébrer le 70e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits Humains. Pourquoi évoquer cela ? Sans assimiler la destruction de biens culturels à un génocide, ni à toute autre violation flagrante des droits

20 ROSEN, F. 2018. NATO and cultural property: Embracing New Challenges in the Era of Identity Wars. NATO Science for Peace and Security Project "Best Practices for Cultural Property Protection in NATO-led Military Operations". Copenhagen: Nordic Center for Cultural Heritage and Armed Conflict (CHAC).

21 MACKINTOSH, A. 1996. The International Response to Conflict and Genocide: Lessons from the Rwanda Experience edited by David Millwood\*. Journal of Refugee Studies, 9, 334-342.

de l'homme en temps de conflits, cette forme de destruction est néanmoins de plus en plus souvent qualifiée de crime contre l'humanité. En outre, il peut être intéressant de prendre du recul et de réfléchir à une définition plus générale du patrimoine, et sur son utilisation et son lien avec les destructions, les atteintes à la dignité humaine et l'architecture internationale des droits de l'homme instaurée au cours du XXe siècle.

Il a longtemps été considéré que les droits culturels étaient négligés<sup>22</sup>, le parent pauvre des droits de l'homme<sup>23</sup>, et orphelin dans cette grande famille des droits de l'homme. Nous constatons actuellement une prise de conscience concernant le lien intime existant entre culture, patrimoine et droits culturels. La conviction que les droits culturels ne sont pas un motif de division, mais plutôt un ingrédient nécessaire à la construction de la cohésion sociale a connu une adhésion croissante au cours des vingt dernières années. Nous pouvons ajouter que ces droits culturels ne traitent pas uniquement de la protection du patrimoine culturel, mais consacrent plutôt la liberté et de la capacité à jouir de ces droits culturels de manière plus générale, notamment par la libre expression artistique, la transmission de sa propre langue et la participation à la vie culturelle de son choix.

Si la destruction des biens culturels mondialement reconnus est un fait dramatique, cela doit être mise en perspective avec les dommages tout aussi dramatiques dont font quotidiennement l'objet des immeubles, des hôpitaux, des écoles, des sites sacrés ainsi qu'avec la perte de vies.

En effet, au premier abord, la sauvegarde du patrimoine culturel pourrait ne pas apparaître comme essentiel à la lutte menée pour sauver des vies et apporter refuge, nourriture et soins médicaux en situation d'urgence immédiate, mais elle a de toute évidence une importance considérable qui prendra tout son sens sur le long terme. Toutefois, cette division concernant la nature des conflits, les situations d'urgence et la valeur d'une approche consciente d'un point de vue culturel apparaît comme étant trop simpliste et manichéenne.

Pour autant, d'une autre manière, la protection des biens culturels et du patrimoine au sens large dépasse assurément la simple préservation des preuves matérielles en des cas isolés, mais traite également des tensions sous-jacentes, de l'instrumentalisation de l'identité et du déni des droits individuels et collectifs. De la destruction du Pont *Stari Most* pris pour cible lors de la guerre de Bosnie, parce qu'il était érigé en symbole de la ville de Mostar « cosmopolite » qui devait être « nettoyée »<sup>24</sup>, aux attaques de l'État Islamique visant « les sites associés à la mémoire des défunts et les bâtiments symboliques des cultures pré-islamiques », ce sont les droits collectifs à la mémoire, à l'identité et à la survie, pourtant ancrés dans un contexte politique et historique de longue date, qui sont profondément remis en cause. Considérons également la manière dont la montée du populisme, et un contexte politique polarisé peuvent alimenter les conflits et une politique identitaire antagoniste, laissant le patrimoine à la merci des récupérations et des instrumentalisations, et favorisant un terrain propice aux tragédies humaines ainsi que nous avons pu le constater pour les Rohingyas<sup>25</sup>. Le patrimoine ou l'identité culturelle devient ainsi la cible des attaques ou le moyen d'attaquer et non un espace de cohésion sociale.

22 SYMONIDES, J. 1998. Cultural rights: a neglected category of human rights. *International Social Science Journal*, 50, 559-572.

23 MARAÑA, M. 2015. Heritage and human rights: A participation and gender-based analysis of the work carried out by the United Nations in the field of cultural heritage. Getxo: UNESCO.

24 BROSCHE, J., LEGNÉR, M., KREUTZ, J. & IJLA, A. 2017. Heritage under attack: motives for targeting cultural property during armed conflict. *International Journal of Heritage Studies*, 23, 248-260.

25 HAUSER-SCHÄUBLIN, B. (ed.) 2011. *World Heritage Angkor and Beyond: Circumstances and Implications of UNESCO Listings in Cambodia*, Göttingen.



D'une part, la sauvegarde des biens culturels constitue un impératif sur le court terme, d'autre part davantage de réflexions et d'approches sur le long terme apparaissent comme nécessaires pour penser le patrimoine et les droits culturels comme des outils essentiels de reconnaissance et de réconciliation<sup>26</sup>. Une approche fondée sur les droits culturels apportera assurément une perspective complémentaire essentielle pour permettre de cibler davantage les communautés et les gardiens du patrimoine, leurs particularités et leurs droits. Elle concerne les manifestations quotidiennes de l'appartenance à un territoire, la toponymie des lieux, la définition des accès et en définitive la façon dont les gens se rassemblent - ou s'isolent. En ce sens, elle offre une perspective différente et ascendante sur l'importance des biens culturels et du patrimoine, qui comprend, mais dépasse également, les catégories des biens culturels et de patrimoine mondialement reconnues.

Elle donne à considérer les menaces pesant sur les biens culturels et sur la protection comme la partie émergée de l'iceberg que constituent les dynamiques structurelles sociales, culturelles et politiques. En effet, si ces tensions sociales et politiques identitaires sous-jacentes ne sont pas traitées ouvertement, la sauvegarde momentanée des biens culturels sur le court terme pourrait très bien se trouver menacée sur le long terme face au caractère prolongé du conflit.

Pour simplifier le propos : Il n'y a pas de biens culturels sans patrimoine culturel, et il n'y a pas de patrimoine culturel sans un minimum de droits culturels. Il s'agit là sans doute d'une perspective complémentaire qui constitue la base pour les populations de leur droit à l'accès à la culture, à la pratique de cette culture, et essentiellement de leur droit à apprécier une diversité culturelle et la présence de biens culturels en premier lieu. Il est intéressant de constater que les entretiens avec des professionnels sur le terrain dans les domaines humanitaire, de maintien de la paix et du patrimoine culturel ont démontré l'importance concrète que revêt l'association dès le départ dans le cadre d'une approche exhaustive des biens culturels, du patrimoine culturel et des droits culturels.

Les effets des attaques visant le patrimoine culturel sur les droits culturels sont de nos jours de plus en plus reconnus et dénoncés, notamment par le biais des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies 2199(2015) et 2347(2017), ainsi que des Résolutions 33/20(2016) et 37/17(2018) du Conseil des Droits de l'Homme. Toutefois, la dénonciation de la destruction de biens culturels en tant que violation des droits humains ne constitue que le premier pas d'un long chemin vers la reconnaissance du lien existant entre patrimoine et droits. Nous appelons à une approche plus exhaustive de la culture, du patrimoine et des droits culturels, en reconnaissant par exemple les perspectives et bénéfices complémentaires qui en découlent. Nous pouvons aller plus loin pour confirmer le rôle central joué par les questions de culture, de patrimoine et d'identité dans les conflits actuels - et dans les situations de maintien de la paix et pratiques humanitaires.

La prise en compte d'une approche fondée sur les droits culturelles, constituée de plusieurs piliers, serait sans doute une première avancée en la matière.

Premièrement, il convient de réaffirmer l'importance du cadre des droits culturels, en ce qu'il dépasse la simple protection du patrimoine culturel, et qu'il souligne les capacités et conditions permettant aux individus et aux communautés d'exercer librement leurs droits

<sup>26</sup> KALMAN, H. 2017. Destruction, mitigation, and reconciliation of cultural heritage. *International Journal of Heritage Studies*, 23, 538-555.

culturels au sens large, notamment la liberté d'expression artistique, la liberté de religion, la langue et le droit de participer à la vie culturelle de son choix.

Deuxièmement, il convient de ne pas oublier le rôle des professionnels et gardiens du patrimoine dans la mobilisation locale aux efforts de sauvegarde en premier lieu. Le transfert de manière discrète des biens culturels et la coopération avec les communautés locales ont été couronnés de succès, tant au Mali qu'en Syrie<sup>27</sup>. Même les opérations de sauvetage d'envergure mondiale dépendent en définitive du soutien concret apporté par les gardiens locaux sur le long terme.

Troisièmement, les droits culturels traitent de la manière dont la question est abordée au départ. Cela concerne la manière dont est envisagé ce qui est digne de protection, ce qui peut être sauvé et dans quelle mesure les efforts de protection tiennent compte des conditions permettant aux populations de vivre et de transmettre le patrimoine culturel aux futures générations, de manière libre et efficace. L'enjeu tient au fait que la culture peut se voir facilement manipulé, et que l'identité et le patrimoine peuvent facilement être récupérés pour des intérêts politiques, par les parties belligérantes ou même en contrepartie d'un avantage financier. En d'autres termes, aborder la destruction des biens culturels consiste également à s'opposer à la destruction, à l'iconoclasme actuel<sup>28</sup>, et en définitive à protéger les droits culturels des groupes vulnérables.

Quatrièmement, la protection des biens et du patrimoine culturel est parfois perçue comme étant dirigée par les élites politiques et économiques, notamment dans les contextes sociaux caractérisés par la pauvreté, l'exclusion et la montée de l'extrémisme. En réponse, on peut se demander si la protection des biens culturels consiste uniquement en une mission de sauvegarde des biens possédant une valeur historique mondiale, ou bien s'il serait possible d'élaborer des approches permettant de faire le lien avec les vies, les communautés, les vulnérabilités et les politiques identitaires concernées ? Les politiques identitaires étant au cœur du conflit, une approche fondée sur les droits culturels pourrait apporter un cadre complémentaire et un discours différent qui permettrait de lier l'action d'urgence à court terme aux efforts fournis plus généralement pour garantir l'espace et les éléments nécessaires à la construction d'une cohésion sociale et culturelle sur le long terme.

Cinquièmement, le lien entre les questions de destruction des biens culturels et les problèmes de complexités sociales, de tensions ethniques et d'inégalités sociales amène des réponses qui vont au-delà des dimensions matérielles et offrent des moyens pour faire des rapprochements. C'est notamment le cas des questions plus profondes de droits culturels, qu'il s'agisse des droits au respect de la langue, à l'identité ou les droits collectifs de groupes particuliers à pratiquer et transmettre leurs cultures. Cette question dépasse alors la simple destruction d'un site ou d'un bien, et tient davantage à des questions d'identité, de symboles et de patrimoine qui peuvent être invoqués pour promouvoir la paix et la résolution des conflits. Considérons, par exemple, le rôle central du patrimoine et des droits culturels dans certains traités de paix signant la fin de conflits anciens, comme par exemple dans le cas du Guatemala. En ce sens, la protection des biens culturels n'est pas (seulement) une fin en soi ; elle constitue un moyen et le point d'entrée d'un dialogue social, culturel et politique plus profond pour mettre en avant les droits culturels dans le contexte des conflits armés et la construction de la paix.

<sup>27</sup> BURNS, R. 2019. Weaponizing monuments. *International Review of the Red Cross*, 1-21.

<sup>28</sup> ISAKHAN, B. & GONZÁLEZ ZARANDONA, J. A. 2018. Layers of religious and political iconoclasm under the Islamic State: symbolic sectarianism and pre-monotheistic iconoclasm. *International Journal of Heritage Studies*, 24, 1-16.